

144 millions d'euros investis dans l'industrie de l'alcool au Burundi

PANA, 02 mai 2016 Bujumbura, Burundi - Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a remis lundi, un certificat d'honneur et une enveloppe de deux millions de francs burundais (près de 1.000 euros) à la Brarudi, une branche locale de "Heineken", la marque de bière hollandaise, en guise de reconnaissance de ses investissements consentis au Burundi pour 144 millions d'euros sur la période 2011-2015.

L'unique producteur industriel de bière au Burundi n'a de concurrent sérieux que le secteur traditionnel aux multiples variétés de liqueurs artisanales prohibées mais très demandées en cachette par les masses populaires pour les prix nettement moins chers que ceux de la Brarudi. La cérémonie de remise de la distinction est intervenue à l'occasion de célébration de la Journée internationale du travail et des travailleurs. Le Président Nkurunziza encore fait savoir que la Brarudi contribuait au trésor public à hauteur de 6% de toutes les taxes et impôts collectés annuellement au Burundi. La 4^{ème} brasserie africaine du groupe Heineken, en termes de volume, après le Nigeria, l'Afrique du Sud et la République démocratique du Congo (RDC), dit-on du côté de la Brarudi, a été également par le chef de l'Etat burundais pour le soutien constant au sport national et pour le bon traitement de ses 622 employés.

Contrairement aux trois géants du continent, en terme de populations, le Burundi n'est peuplé que par à peine 10 millions d'habitants mais dont la réputation de grands amateurs des bières n'est pas moindre. La distinction offerte Brarudi au plus haut sommet de l'Etat burundais a fait jaser les inconditionnels des bières à Bujumbura qui estiment que le mérite leur revenait avant tout. A titre indicatif, cette machine industrielle se fait prvaloir d'une capacité de production de plus de 100.000 bouteilles par heure grâce à deux lignes modernes et entièrement automatisées et une ligne semi-automatique. Dans le domaine du travail rémunéré, la Brarudi représente le premier pourvoyeur d'emplois privés, avec plus de 130.000 emplois directs et indirects, contre moins de 100.000 dans la Fonction publique nationale, lit-on sur son site web officiel. Les autres secteurs économiques du pays, principalement le tourisme et l'hôtellerie, sont plutôt à l'agonie à cause de la crise sociopolitique qui dure depuis plus d'un an au Burundi, se lamente-t-on dans les milieux d'affaires à Bujumbura.